



Le nouveau Comité pour la sécurité alimentaire mondiale (CFS) est réuni à Rome du 17 au 22 octobre 2011

Va-t-on enfin se donner les moyens de réduire la faim dans le monde?

Le nouveau Comité sécurité alimentaire, profondément réformé après la crise des prix alimentaires de 2007-08, a programmé sa seconde réunion du 17 au 22 octobre. On attend de ce Comité réformé qu'il joue un rôle central dans le nécessaire renforcement de la gouvernance agricole mondiale, si cruciale pour réduire l'ampleur de la faim dans le monde. Les débats avec les Organisations de la société civile et le Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) sur la sécurité alimentaire et la nutrition devraient influencer positivement les débats.



Ndiogou Fall, premier représentant d'OP à siéger au GAFSP en 2006

Afin de participer à cette réunion plénière du CFS, à laquelle ils participent maintenant pleinement, les organisations de la société civile se sont organisées de manière autonome et ont préparé, via des groupes de travail, les discussions sur les questions les plus stratégiques pour la sécurité alimentaire. Elles finaliseront leurs positions lors d'un Forum de la société civile tenu juste avant la réunion du CFS (les 14 et 15 octobre). De nombreuses questions cruciales y seront abordées.

L'enjeu foncier

L'adoption des «Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers et de l'administration des autres ressources naturelles» figure à l'ordre du jour du CFS. Ces directives, même si elles ne

seront pas obligatoires, pourraient néanmoins contribuer notamment à limiter et à encadrer les investissements massifs par des Etats et des multinationales dans les pays les plus pauvres et sauvegarder ainsi les possibilités, pour les exploitations familiales de ces pays, de renforcer leurs capacités de nourrir les populations.

L'enjeu de la volatilité des prix agricoles

Une autre question cruciale qui sera abordée est celle de savoir comment faire face à la volatilité des prix sur les marchés alimentaires. Cette question, dont on avait commencé l'examen à la réunion précédente du CFS, sera à nouveau débattue. L'enjeu est de taille pour les producteurs, pour les consommateurs et pour la sé-

curité alimentaire et l'on a vu émerger deux options bien différentes: pour les uns, il s'agissait de trouver les moyens de coexister avec une volatilité accrue sur les marchés (en prévoyant notamment des filets de sécurité pour les populations à risque); pour les autres, il s'agissait de trouver les moyens de limiter la volatilité, notamment en régulant les marchés des produits agricoles (avec des instruments comme les stocks régulateurs ou la gestion de l'offre) ainsi que les marchés de produits dérivés des produits agricoles.

Outre les apports de la société civile sur ce débat, les premières études du panel d'experts (HLPE) sur la volatilité des prix renouvelent certaines des approches qui dominaient jusqu'à présent et devraient pouvoir influencer les débats au CFS. Le rapport reprend en effet certaines des préoccupations que le CSA partage avec les organisations de producteurs familiaux.

Même si l'étude du HLPE estime qu'un marché international plus vaste pourrait contribuer à la sécurité alimentaire en permettant de réduire les tensions sur des marchés nationaux de pays pauvres qui sont aussi sujets à une forte volatilité (liée à des variations de l'offre), l'étude reconnaît aussi qu'il est nécessaire, pour les gouvernements de pays pauvres, de disposer de plus de souplesse afin de protéger les producteurs de ces marchés. Ils regrettent par exemple que, dans «un contexte de surproduction structurelle(...) les négociations de l'OMC en matière d'agriculture ont été centrées sur les intérêts des pays exportateurs». Et préconisent notamment «des mesures de sauvegarde offrant une protection efficace contre les pics d'importations», la «faculté d'augmenter les droits de douane» dans des conditions prédéfinies, ainsi que «la possibilité de protéger les secteurs agricoles qui ne sont pas concernés par les échanges internationaux et qui sont essentiels à la sécurité alimentaire».

Des recommandations intéressantes sont également faites en matière de prévention de la spéculation et de coordination internationale des politiques en matière de constitution de stocks.

Mais les Etats membres du CFS se baseront aussi, à l'instar du G20, sur un autre rapport, produit par les organisations intergouvernementales, dont certaines étaient à la base des politiques menées dans les décennies passées et avaient joué un rôle central dans la dérégulation du secteur agricole.

Vers un nouveau paradigme de lutte contre l'insécurité alimentaire

Un nouveau cadre stratégique doit être défini au CFS afin d'orienter son travail. Il sera sans doute l'indicateur du renouveau espéré, dans la pensée des décideurs, en vue de renforcer la sécurité alimentaire. Il a bien fallu constater que les recettes préconisées jusqu'à présent n'ont pas réussi à réduire le nombre d'affamés. Ainsi le désinvestissement des pays pauvres de leur propre secteur agricole et le recours accru de ces pays déficitaires devenus dépendants des importations, phénomènes favorisés par la Banque mondiale, l'OMC et bien des Etats puissants, est allé de pair avec un autre phénomène très préjudiciable: la plupart des agriculteurs de ces pays, majoritaires au sein de la population active, ont été confrontés à des prix qui se situaient nettement en dessous des coûts de production. Ce qui ne leur a pas permis de renforcer leur production ni d'améliorer leurs systèmes productifs, de sorte que les revenus procurés par leur activité agricole étaient insuffisants pour couvrir leurs besoins élémentaires (alimentation, logement, santé, enseignement...).

Pour nous faire une idée plus précise des causes de l'insécurité alimentaire en Afrique, nous avons interviewé Mamadou Cissokho, leader paysan africain bien connu des responsables agricoles wallons et bien au fait de la réforme en cours, vu qu'il siège, pour la société civile, tant au bureau du CFS que dans le Comité de pilotage du GAFSP.

Informations complémentaires

Des informations complémentaires, notamment sur le mécanisme de la société civile pour participer au CFS et sur le Forum préparatoire, sont disponibles sur le site du CSA et d'autres sites: cso4cfs.org/2010/, www.fao.org/cfs/en/, www.csa-be.org/spip.php?page=reseau&id_rubrique=14&id_mot=130

Interview de Mamadou Cissokho le 15 septembre 2011 (par Daniel Van Der Steen - CSA)

Mamadou Cissokho est Président d'honneur du ROPPA (Réseau des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'Ouest); représentant de la société civile auprès du CFS (Comité pour la Sécurité Alimentaire Mondiale des Nations Unies) et auprès du GAFSP (Programme global pour l'agriculture et la sécurité alimentaire); auteur de «Dieu n'est pas un paysan»

Question: Depuis la publication du Rapport de la Banque Mondiale (BM) sur le développement de 2008 et après la crise des prix alimentaire de 2008, quelque chose est-il en train de changer au niveau de la prise en charge de l'insécurité alimentaire par les Etats et OIG (organisations inter gouvernementales)?

Réponse: Oui, et ce avant même la sortie de ce rapport.

En Afrique de l'Ouest, les chefs d'Etat de l'UEMOA signent le document instaurant la politique agricole régionale. Puis en 2005, c'est la politique agricole régionale de la CEDEAO (espace régional plus large) qui est définie. Les Etats ont commencé à soutenir l'agriculture.

Au Sénégal, en 1997 déjà, avait lieu la première rencontre entre l'Etat et les paysans, où il a été question du renforcement du crédit agricole, de la fourniture d'intrants agricoles (semences) et de la mise en place d'un fonds de calamités. Cette dynamique se poursuit au Sénégal, y compris avec le gouvernement actuel.

Mais cela se passe aussi dans d'autres pays africains. Concernant la flambée des prix agricoles: elle n'est pas permanente, mais les sécheresses le sont bel et bien (alors que des inondations ont lieu ailleurs).

Le problème c'est la difficulté d'avoir des politiques agricoles cohérentes, avec un bon suivi, qui considère l'impact sur les conditions de vie et la multifonctionna-

lité agricole. Les organisations de producteurs (OP) s'y impliquent fortement, et en particulier le ROPPA.

Concernant le document de la Banque mondiale sur le développement (2008), c'est peut-être bien de faire son mea culpa, mais la Banque ne reconnaît pas que les ajustements structurels ont eu un impact négatif profond. On a cassé l'administration, qui n'a pas été améliorée, mais supprimée. On a sorti de l'administration les meilleurs fonctionnaires qui ont été embauchés dans des projets.

On a ainsi ôté toute possibilité pour les Etats de soutenir l'agriculture et cassé les mécanismes de soutien à la production.

Les programmes d'ajustement ont posé les jalons de l'insécurité alimentaire en Afrique. Et cela a été bien plus négatif que les sécheresses...

Question: Le mois prochain aura lieu à Rome une réunion importante à cet égard, la 37e session du CFS (Comité pour la sécurité alimentaire mondiale). Que peut-on en attendre?

Réponse: Depuis 2008, une prise de conscience internationale est intervenue.

Les révoltes urbaines, face à une réalité dramatique, ont contribué à la prise de conscience

On a profondément restructuré le CFS qui auparavant

n'était qu'un club où les gens se contentaient de parler. Maintenant, le CFS est en passe de devenir un important espace de dialogue. Le lieu où le débat sur la sécurité alimentaire doit se faire, avec la participation des Etats, mais aussi des OIG (organisations intergouvernementales) et, surtout, des OSC (organisations de la société civile). Parmi ces OSC, tous les producteurs d'aliments sont maintenant représentés, sur la base d'une organisation autonome de la société civile.

Au niveau africain, on a un véritable sursaut et une mobilisation sur 8 priorités -dont le développement agricole et la sécurité alimentaire- aux niveaux national, régional et international.

Le G20 a aussi mis en place le GAFSP (Programme global pour l'agriculture et la SA) doté d'un fonds de 20 milliards (bien qu'actuellement, seul un milliard ait été trouvé) et qui est géré par un comité de pilotage dans lequel les producteurs sont représentés (note du CSA: M. Cissokho y siège actuellement). C'est la première fois que l'on précise que ces programmes doivent financer les petits producteurs et faire la preuve de leur implication. Une autre conséquence de l'importance accordée par la Banque Mondiale à l'agriculture est cependant la recherche des terres et leur distribution à des soi-disant investisseurs.

Ces investissements impliquent peu de main d'œuvre, visent à exporter et ne sont pas contrôlés par les Etats. On se demande bien ce que cela pourra apporter.

Depuis 2006 à Porto Allegre (conférence de la FAO sur la réforme agraire et le développement rural), l'accès aux terres est redevenu une préoccupation. Aujourd'hui ce sont les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers et de l'administration des autres ressources naturelles qui doivent être adoptées au CFS. A cet égard, on peut considérer l'initiative

des Principes pour des investissements agricoles responsables et respectueux des droits, des moyens d'existence et des ressources (RAI) comme étant une diversion créée par la BM et d'autres OIG qui n'avait pas reçu de mandat pour lancer cette initiative.

Pour un aperçu du processus de réforme du CFS, voir notamment les articles publiés par le CSA en 2009: www.csa-be.org/spip.php?page=collaborer&id_article=607&id_mot=130

www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE-Rapport-1-Volatilite-des-prix-et-securite-alimentaire-Juillet-2011.pdf

HLPE, 2011. Volatilité des prix et sécurité alimentaire. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome, 2011, p. 42.



Cette page mensuelle est réalisée par le CSA - Collectifs Stratégies Alimentaires asbl. Le CSA est une ONG (agri-agence) membre d'AgriCord. Editeur responsable: CSA, Daniel Van Der Steen - 184 D, Boulevard Léopold II 1080 Bruxelles. www.csa-be.org Avec le soutien de la DGD (Coopération belge)